

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 23 mai 2025

Nos réf. : SAU/JH/MI n° 25 - 290

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SEEOM

CHATRES, ORVILLIERS ET MESGRIGNY
10170 ORVILLIERS-SAINT-JULIEN

Code AIOT : 0005704193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 avril 2025 dans l'établissement SEEOM implanté CHATRES, ORVILLIERS et MESGRIGNY - 10170 ORVILLIERS-SAINT-JULIEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue de manière inopinée sur le site exploité par la Société d'Exploitation Eolienne d'Orvilliers et Mesgrigny le 11 avril 2025.

Lors de cette visite, il a été constaté :

- deux bennes contenant des morceaux de pales d'éoliennes ont été constatées à l'entrée du site, le long de la départementale D7, en libre accès et sans dispositif de sécurisation ;

- une pale d'éolienne entreposée au sol sur le flanc de l'éolienne identifiée OR8, sans périmètre de sécurité ;
- du matériel tels qu'un groupe électrogène, une mini-nacelle et un bloc sanitaire sur la plateforme de l'éolienne OR8
- aucune présence de l'exploitant ;

Or, la découpe de pale pouvant être de nature à générer des envols de poussières ou de transfert dans les sols de matières, notamment par lixiviation ainsi que impacts sur les riverains du site (agriculteurs exerçant à proximité du site, bennes en libre accès...) l'environnement mais également sur les travailleurs réalisant les opérations.

En application de l'article L512-20, il a été proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube un arrêt de mesure d'urgence demandant l'arrêt de toutes activités de démantèlement, dépollution, découpage et stockage de déchets sur les plateformes des aérogénérateurs.

Ainsi, l'arrêté préfectoral n° PCICP2025104-0003 portant mesures d'urgence relatives à l'arrêt des activités de découpe de pales sur le parc éolien exploité par la société objet de la présente visite a été signé le 14 avril 2025.

Le 23 avril 2025, l'inspection s'est à nouveau rendue sur le site afin de constater le respect des dispositions du présent arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEEOM
- CHATRES, ORVILLIERS et MESGRIGNY - 10170 ORVILLIERS-SAINT-JULIEN
- Code AIOT : 0005704193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société d'Exploitation Eolienne d'Orvilliers et Mesgrigny est autorisée par arrêté préfectoral n°2014049-0004 du 18 février 2014 à exploiter un parc éolien composé de 11 éoliennes réparties sur les communes de CHÂTRES, MESGRIGNY et ORVILLIERS-SAINT-JULIEN.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Évacuation des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 20	Mise en demeure, déchets	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêt des travaux	AP de Mesures d'Urgence du 11/04/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une gestion irrégulière des déchets de pales d'éoliennes a été constatée. Il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt des travaux

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 11/04/2025, article 1
Thème(s) : Illégaux, Arrêt des travaux de découpe de pales
Prescription contrôlée : La Société d'Exploitation Éolienne d'Orvilliers et Mesgrigny (SEEOM), dont le siège social est implanté 18 rue du Quatre Septembre, 34500 BEZIERS, pour ses installations exploitées sur le territoire des communes de CHÂTRES, de MESGRIGNY et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN : <ul style="list-style-type: none">• procède immédiatement à l'arrêt de toutes les activités de démantèlement, dépollution, découpage, stockage de déchets sur son site ;• évacue sous 1 jour les bennes de déchets présentes sur le site ;• met en sécurité son site sous 2 jours via possiblement un gardiennage 24/24 ;• transmet à l'inspection des installations classées, sous 2 jours, les mesures prises avant l'arrêt des travaux pour protéger les riverains du site et l'environnement. Il sera également justifié lors de cette transmission de leur pertinence et suffisance, notamment au regard des possibles transferts de matières qui auraient pu avoir lieu dans les sols et d'air. La levée de cet arrêté est subordonnée à : <ul style="list-style-type: none">• la transmission des éléments susmentionnés ;• la rédaction d'un rapport de l'inspection des installations classées précisant que toutes les conditions de reprise du chantier sont remplies.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• <u>« L'exploitant procède immédiatement à l'arrêt de toutes les activités de démantèlement, dépollution, découpage, stockage de déchets sur son site » :</u> Par courrier du 16 avril 2025, l'exploitant déclare que les travaux ont eu lieux du 7 au 11 avril 2025, appuyé par un rapport de chantier, des bons de pesée (datés du 9, 10 et 11 avril) et de bordereaux de suivi de déchets (signés les 11 et 12 avril). La visite d'inspection du 23 avril 2025 a confirmé l'arrêt des travaux et le retrait du matériel constaté lors de la précédente visite du 11 avril.• <u>« L'exploitant évacue sous 1 jour les bennes de déchets présentes sur le site » :</u> Dans son courrier de réponse à l'arrêté de mesure d'urgence du 16 avril 2025, l'exploitant a indiqué que les bennes de déchets avaient été évacuées le 11 avril, en fournissant des justificatifs (bons de pesée et bordereaux de suivi de déchets).

Cette évacuation a été confirmée lors de l'inspection du 23 avril, les bennes observées le 11 avril n'étant plus présentes sur site.

- **« L'exploitant met en sécurité son site sous 2 jours via possiblement un gardiennage 24/24 » :**

L'inspection du 23 avril 2025 a relevé la présence d'une pale d'éolienne sur la plateforme de la machine n°OR8, balisée et sous surveillance vidéo.

L'exploitant indique, dans sa réponse du 16 avril, que les autorisations de transport afin d'évacuer cette pale sont en cours d'obtention.

- **« L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous 2 jours, les mesures prises avant l'arrêt des travaux pour protéger les riverains du site et l'environnement. Il sera également justifié lors de cette transmission de leur pertinence et suffisance, notamment au regard des possibles transferts de matières qui auraient pu avoir lieu dans les sols et d'air » :**

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant a fourni le mode opératoire, la déclaration de conformité de la découpeuse (directive 2006/42/CE) et un courrier du turbinier confirmant la réalisation des travaux du 7 au 11 avril 2025. Au travers de ces documents, l'exploitant atteste que :

- Les travaux ont été réalisés par un personnel disposant des formations et certifications nécessaires et obligatoires à l'utilisation de la découpeuse pour pales ;
 - Les opérateurs étaient équipés d'équipement de protections adaptées (Masque de protection respiratoire FFP2, lunettes de protection, protections auditives, etc.) ;
 - L'outil de découpe était entièrement équipé avec toutes ses protections et un système de pulvérisation d'eau ;
 - Les mesures suivantes ont été prises pour limiter les nuisances sur les riverains et l'environnement :
- Balisage de la zone des travaux avec interdiction d'accès à l'aire de dé-coupe aux personnes non autorisées ;
 - Pulvérisation d'eau au niveau de la découpe pour rabattre les poussières ;
 - Mise en place d'un géotextile sur toute la zone de découpe prévue ;
 - Stockage des sections et morceaux de pales sur un géotextile en attendant le transfert vers les bennes à déchets dédiées.

L'inspection confirme la transmission des éléments demandés.

Néanmoins, les mesures de sécurité se sont révélées insuffisantes, comme en témoigne le vandalisme d'un appareil sur site selon le rapport de travaux. Aucune plainte de riverains n'a cependant été enregistrée.

Concernant la prévention des nuisances sur l'environnement, le protocole de pulvérisation d'eau et d'utilisation du géotextile est similaire à celui mis en place sur le parc éolien de Sarry et constaté par la DREAL Bourgogne France Comté le 20 octobre 2024 dont le rapport de visite a été transmis. Ce rapport mentionne notamment qu'en cas de projection en dehors de l'emprise du géotextile, ceux-ci sont ramassés à la pelle puis mis en sac et évacués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs d'évacuation de la pale restante sur la plateforme OR8, une fois évacuée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Évacuation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats :

Par courrier du 16 avril 2025, l'exploitant a déclaré avoir remplacé 7 pales d'éoliennes sur les éoliennes OR8 (2 pales), OR10 (2 pales) et OR11 (3 pales). Parmi celles-ci, 6 ont été découpées, tandis qu'une est en cours d'évacuation pour des tests auprès du turbinier.

Au total 56,28 tonnes de déchets de pales ont été produits (pales et géotextile compris). Des bons de pesées et des bordereaux de suivis de déchets attestent de leur quantité.

Suite aux opérations de découpe de pales, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées deux bordereaux de suivis de déchets :

- Le premier concerne 0,08 tonnes, codifiées sous le code 04 02 09 (« *Matériaux composites - textiles imprégnés, élastomère, plastomère* ») correspondant aux « pales d'éoliennes ». Ce code, justifié par la composition des pales (plastique renforcé de verre ou de fibres de carbone, résine époxy, bois de balsa, mousse), est utilisé par le prestataire en charge de la découpe. Ces déchets ont été envoyés à l'ATELIER D'EOLE, spécialisé dans la fabrication de mobilier à partir de pales, situé en Auvergne-Rhône-Alpes.
- Le second bordereau mentionne 56,2 tonnes sous le code 20 03 01 et mentionnant également des « pales d'éoliennes », transportées par la société COVED pour valorisation énergétique à la société VALAUBIA, sur le site de LA CHAPELLE SAINT-LUC. Cependant, ce code, qui correspond à des « *déchets municipaux en mélange* », apparaît irrégulier. De plus, la société VALAUBIA, a indiqué par courriel du 29 avril 2025 ne pas avoir accepté le déchet contrairement à ce que mentionne le bordereau daté du 11 avril 2025 et signé par VALAUBIA. Ainsi, l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de COVED situé à LA CHAPELLE SAINT-LUC le 29 avril 2025 et a constaté la présence des pales d'éoliennes sur le site confirmant qu'elles n'ont pas été réceptionnées par VALAUBIA. Par ailleurs, lors de cette visite d'inspection, il a été mentionné l'impossibilité en l'état de traiter ce déchet.

Ainsi, la déclaration de l'exploitant étant irrégulière et les déchets étant en attente de traitement, il sera proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du présent article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 3 mois